

En juin 1967, Israël a illégalement annexé Jérusalem-Est pour l'intégrer unilatéralement au territoire israélien. La municipalité de Jérusalem englobe donc Jérusalem-Ouest et Jérusalem-Est occupée, elle est gérée par Israël.

Le Bureau central des statistiques palestinien compte [323 700 Palestiniens](#) résidant à Jérusalem-Est. [48%](#) sont des réfugiés de 1948 (descendants compris).

[Entre 61 000 et 70 000](#) Palestiniens de Jérusalem ont été déplacés hors de la ville depuis 1967.

En 1993, les autorités israéliennes ont mis en place [12 checkpoints](#) militaires restreignant l'entrée dans la ville.

Colonisation

[12](#) colonies israéliennes ont été illégalement construites à Jérusalem-Est depuis 1967. [211 000 colons israéliens](#) y vivent, dont [2000](#) colons dans et autour de la Vieille ville. A Silwan (quartier palestinien adossé à la vieille ville), [500](#) colons vivent surprotégés parmi quelques [10 000](#) Palestiniens. Leur population a quadruplé entre 2014 et 2016.

[152 000](#) colons vivent dans les colonies du « Grand Jérusalem » soit autour des frontières de la municipalité de Jérusalem (dans les colonies de Maale Adumim, Kokhav Yaacov, Gush Etzion).

Dans la zone dite « E1 », à l'est de Jérusalem-Est, un projet de construction de [3 500 unités de logement](#) dans des colonies pour 14 500 personnes, encerclerait les quartiers palestiniens et forcerait au transfert [2 800 Bédouins](#).

En 2016, les plans de construction de [1600](#) unités de logement dans les colonies autour de Jérusalem ont été relancés. [271](#) permis de construction ont été approuvés pour la colonie de Gilo, [770](#) demandes de construction ont été déposés devant les autorités israéliennes, [323](#) appels d'offres ont été publiés, et enfin les plans d'urbanisme de [500](#) unités de logement ont été relancés.

En 2016, [31](#) personnes ont été expulsées de leur maison par des colons. Au moins [180](#) foyers palestiniens sont menacés d'éviction par la justice israélienne (suite à des plaintes portées par des colons auprès de tribunaux israéliens).

Le Gouvernorat de Jérusalem comprend [69 colons israéliens pour 100 Palestiniens](#).

La municipalité affiche sa doctrine de la « balance démographique » formulée en 1973 et selon laquelle elle doit conserver un taux de [30% de Palestiniens et 70% d'Israéliens juifs](#) dans la municipalité de Jérusalem.

Pour aller plus loin : consultez notre [Observatoire de la colonisation à Jérusalem-Est](#).

Démolition de maisons / permis de construction

En 2016, [190 bâtiments](#) palestiniens ont été détruits par les autorités israéliennes à Jérusalem-Est, déplaçant 254 personnes. Un record depuis 2000 (depuis que cette donnée est documentée).

Un Palestinien doit attendre de [5 à 10 ans](#) sinon plus pour obtenir un permis de construire ; les permis de construire délivrés répondent seulement à 5% des demandes et coûtent en moyenne [80 000 euros](#).

Environ [24 000 maisons](#) ont été construites sans permis de construire à cause de ces restrictions. [144 000](#) Palestiniens sont de ce fait sous le coup d'une menace permanente de destruction et de transfert forcé.

En outre, Israël limite le développement des constructions palestiniennes à [13%](#) de la superficie de Jérusalem-Est.

Pour aller plus loin : consultez [les chiffres-clés sur les destructions de bâtiments et infrastructures](#).

Permis de résidence

Les habitants palestiniens de Jérusalem-Est ne sont pas des citoyens israéliens mais sont munis d'un titre de [« résident permanent »](#) délivré par les autorités israéliennes. C'est le même que celui accordé aux résidents étrangers en Israël. Les détenteurs de permis doivent régulièrement prouver leur résidence afin d'éviter la révocation.

En 1967, près de [30 000](#) Palestiniens ont été déplacés par les combats. A l'issue de la guerre, ils n'ont pu obtenir le statut de résident et ont été empêché de revenir à Jérusalem. Aujourd'hui, eux et leurs descendants n'ont aucun statut juridique.

En 2016, [95 résidents](#) palestiniens de Jérusalem-Est ont vu leur statut de résidence révoqué. Depuis 1967, Israël a retiré le permis de résidence à [14 595 Palestiniens](#).

Le mur

A l'intérieur et sur le pourtour de Jérusalem, le Mur est long de [168 km](#), seuls 4 km ([3%](#)) suivent le tracé de la Ligne verte (ligne de démarcation à l'issue de la guerre en 49 à l'issue de la guerre et reconnue comme frontière potentielle).

Près de [160 000](#) résidents palestiniens sont isolés du reste de la ville par le Mur, restreignant leur accès aux services de base (santé, éducation...). Plusieurs milliers de personnes vivent, elles, dans des enclaves encerclées par le Mur.

Voir le tracé du mur dans la zone dite « E1 » en cliquant [ici](#).

Pour aller plus loin : consultez [les chiffres-clés sur le mur](#).

Economie / société

Le taux de chômage dans Jérusalem-Est est de 40% chez les hommes et 85% chez les femmes.

Le taux de pauvreté des résidents palestiniens de Jérusalem-Est est de 76% et 83,4% pour les enfants.

213 000 Palestiniens ont besoin d'assistance humanitaire à Jérusalem-Est.

25% des commerces palestiniens ont dû fermer à cause de la politique de séparation de Jérusalem et de taxes élevées. Au moins 31 institutions palestiniennes ont été fermées depuis 2001 sous prétexte de sécurité et d'affiliation avec l'Autorité palestinienne.

La contribution de Jérusalem-Est à l'économie palestinienne (au PIB) est passée de 15% avant les Accords d'Oslo à moins de 7% aujourd'hui.

Pour aller plus loin : consultez les [chiffres-clés Economie / Société](#).

Seul 10% du budget de la ville est dépensé à Jérusalem-Est entraînant un manque de services de base (routes, pavage, système d'écoulement des eaux).

Seulement 13% de la superficie de Jérusalem Est est réservée à la construction de résidences palestiniennes. Le taux de construction dans les quartiers palestiniens est de 25 à 50% de la capacité alors que dans les quartiers juifs ce chiffre atteint 75 à 125%.

On compte seulement 4 bureaux des services sociaux à Jérusalem Est contre 19 à l'Ouest.

Seulement 1/4 des travailleurs sociaux de Jérusalem offrent des services aux Palestiniens.

6 cliniques sont installées à Jérusalem-Est contre 27 à Jérusalem-Ouest.

Jérusalem-Est n'a que 9 bureaux de postes comparés aux 37 de Jérusalem Ouest.

Entre 85% et 90% des adultes et 90% des enfants qui ont besoin de soin de santé mentale ne sont pas en mesure d'en recevoir.

41% n'ont pas accès aux connections du système des eaux, les canalisations manquant à Jérusalem-Est. Ils ont ainsi des connections de fortune et non autorisées par les autorités israéliennes.

Seulement 41% des enfants palestiniens bénéficient de l'enseignement public. Il manque 2 672 salles de classe dans le système scolaire local et en 2016 seules 44 classes ont été créées. Près de la moitié des classes d'écoles municipales à Jérusalem-Est sont considérées comme vétustes. 33% des écoliers de Jérusalem-Est ne terminent pas leur cursus scolaire. Les diplômes obtenus dans des

universités palestiniennes ne sont pas officiellement reconnues par les institutions israéliennes.

> Le résumé des chiffres-clés Jérusalem de l'ACRI en [infographie](#).

Sources :

ACRI (The Association for Civil Rights in Israel)

B'Tselem

Coalition civique pour les droits des Palestiniens à Jérusalem

EU HOMs report on Jerusalem 2016

International Middle East Media Center

OCHA (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs)

Organisation Internationale du Travail (OIT)

PASSIA (Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs)

PBCS (Palestinian Central Bureau of Statistics)

UNISPAL (United Nations Information System on the question of Palestine)